PROTOCOLE FONCIER

ENTRE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille,

Représentée par sa Présidente en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite Métropole, en vertu d'une délibération du Bureau de la Métropole n°
en date du .

D'UNE PART,

ET

La société SA LOGIREM ayant son siège 111, boulevard national- 13003 Marseille, identifiée sous le numéro RCS Marseille B 060 804 770, représentée par Madame Fabienne ABECASSIS, en sa qualité de Directrice Générale.

Ci-après dénommée « LOGIREM »

D'AUTRE PART,

Il a été exposé et convenu ce qui suit.

EXPOSE

Dans le cadre des compétences en matière d'aménagement de voirie qui lui sont dévolues depuis sa création en 2002, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a engagé la réalisation d'une voie de desserte nouvelle Avenue des Micocouliers, reliant le chemin de Fontainieu au boulevard Roland Dorgelès dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Pour les besoins des travaux de réalisation de ce projet, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a sollicité de la LOGIREM , la mise à disposition avant cession foncière, d'une emprise de 1868m² à détacher de la parcelle lui appartenant, cadastrée 895 H 0192.

La convention a été régularisée le _____ et les travaux sont aujourd'hui terminés.

Il convient donc aujourd'hui pour la finalisation de ce projet, de procéder à la cession du foncier aménagé susvisé, à l'euro symbolique conformément aux accords entre la LOGIREM et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Ceci exposé, les parties ont convenu de réaliser l'accord suivant :

ACCORD

I – CESSION :

ARTICLE 1- 1 : DESIGNATION DU BIEN

La LOGIREM cède en pleine propriété au profit de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, sous toutes les garanties ordinaires et de droit les plus étendues en pareille matière, sur la commune de Marseille (13013) avenue des Micocouliers une surface d'environ 1868m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 H 0192.

ARTICLE 1 – 2 : PRIX

La présente vente est consentie moyennant un montant de 1,00€ (1 euro symbolique) compte tenu du caractère d'intérêt général que revêt l'aménagement de cette voie.

II – CHARGES ET CONDITIONS GENERALES :

ARTICLE 2 -1 : SITUATION D'OCCUPATION

La LOGIREM vend le bien cédé dans l'état où il se trouve.
Le bien est et demeurera libre de toute location ou occupation quelconque.

Etant ici précisé que les travaux ont déjà été aménagés par la Métropole et qu'aucune indemnité, compensation, remise en état du bien ne peut être exigé par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 2 – 2 : INSCRIPTIONS

La LOGIREM déclare que le bien est libre de tous obstacles légaux, contractuels ou administratifs et qu'il n'est grevé d'aucun droit réel ou personnel.

La LOGIREM déclare que le bien est libre de toutes inscriptions, transcriptions, publications ou mentions pouvant porter atteinte aux droits de l'acquéreur et, que d'une manière générale, il n'existe aucun obstacle conventionnel, judiciaire ou légal à la libre disposition de l'immeuble.

A défaut, la LOGIREM s'engage à la signature de l'acte à obtenir la main levée de toutes hypothèques.

ARTICLE 2 – 3 : INTERDICTION D'ALIENER ET D'HYPOTHEQUER

Jusqu'au jour de la signature de l'acte de vente, la LOGIREM s'interdit de conférer aucun droit réel ou personnel sur l'immeuble, et ou de le grever d'une quelconque charge.

ARTICLE 2 – 4 : ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété du bien visé par le protocole, objets des présentes sera plus amplement détaillée dans l'acte authentique.

ARTICLE 2 - 5 : ENTREE EN JOUISSANCE

Le transfert du droit de propriété des biens sus désignés sera reporté et subordonné à la signature de l'acte authentique devant réitérer les présentes par devant notaire(s).

ARTICLE 2 – 6 : ETAT, MITOYENNETES, CONTENANCE

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole prendra le bien cédé dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le cédant pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir demander aucune indemnité, notamment pour mauvais état du sol et du sous-sol, vices apparents, fouilles, défaut d'alignement, mitoyennetés ou non mitoyennetés ou encore erreur dans la désignation ou la consistance.

Etant ici précisé que la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déjà réalisé les aménagements par le biais de la convention de mise à disposition et

qu'aucune des parties ne peut exiger de quelconque indemnité, compensation ou remise en état du bien.

ARTICLE 2 – 8 : REITERATION

Le présent protocole sera réitéré chez l'un des notaires de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en concours ou non avec le notaire de la LOGIREM , par acte authentique toute personne dûment titrée et habilitée par les signataires aux présentes s'engage à venir signer à la première demande de Marseille Provence Métropole.

ARTICLE 2 – 11 : FRAIS

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole prendra à sa charge les frais relatifs à l'acte authentique réitérant le présent protocole foncier.

La LOGIREM prendra à sa charge les frais relatifs à l'établissement du document d'arpentage.

ARTICLE 2 – 12 : IMPOTS ET CHARGES

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'engage à acquitter à compter de son entrée en jouissance les impôts et charges auxquels l'immeuble peut et pourra être assujetti.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole devra rembourser à la la LOGIREM, sur présentation de l'avertissement du Service des Contributions Directes, la Taxe foncière de l'année en cours au prorata du temps à courir entre la date d'entrée en jouissance de l'Acquéreur et le 31 décembre de la même année, et toutes taxes réclamées au Vendeur pour les années ultérieures tant que la mutation sur les rôles du Service sus énoncé n'aura pas été effectuée au nom de l'acquéreur.

III – CONDITIONS SUSPENSIVES

ARTICLE 3- 1

Le présent protocole ne sera valable qu'après son approbation par l'assemblée délibérante de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole autorisant l'acquisition du foncier objet des présentes aux prix, charges et conditions des présentes.

ARTICLE 3 -2: PRISE D'EFFET

Le présent protocole ayant qualité de contrat synallagmatique ne prendra effet suite à sa signature par les parties qu'une fois visé en Préfecture et notifié à ces dernières.

FAIT A MARSEILLE en 6 exemplaires

Pour la LOGIREM

Pour la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, représentée par Son
2^{ème} Conseiller Délégué en exercice,
agissant Délégation au nom et pour le
compte de ladite
Communauté.

Christian AMIRATY